

L'ÉTUDE DU CLUB JEAN MOULIN : **LA PLACE DES EUROPÉENS DANS L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE**

Nos lecteurs se rappellent que, dans notre numéro du 3 Décembre 1960, nous avons publié une étude de Georges Servet sur les données démographiques et économiques du problème algérien ainsi que sur la situation des Européens d'Algérie. Tribune Socialiste publiait dans le même numéro « l'Appel du P.S.U. aux Européens d'Algérie ».

Nous tenons à faire ce rappel au moment où, brusquement, un grand nombre de journaux et de partis semblent découvrir que ce dernier problème ne se pose pas dans des termes aussi simplistes qu'on ne l'avait laissé croire jusqu'ici à l'opinion française.

Voici plusieurs années que nous luttons pour une négociation avec le nationalisme algérien, parce que cette procédure nous paraît la seule qui soit de nature à mettre fin au conflit et, en même temps, à organiser dans les moins mauvaises conditions, l'avenir des Européens d'Algérie.

Ces idées s'imposent aujourd'hui à la majeure partie de l'opinion publique... sinon encore au pouvoir.

Nous donnons ci-dessous, comme suite à l'article de Georges Servet, une analyse d'une partie de l'étude récemment publiée par « Le Club Jean Moulin » et un commentaire sur les données économiques des problèmes sociaux qui se posent en Algérie pour les deux communautés.

Cela ne signifie nullement que nous supposons déjà résolu, comme le fait la majeure partie de la presse, le problème de la négociation et le rétablissement de la paix. Nous n'avons d'autre objectif que de poursuivre notre travail d'information.

DES bruits de négociations et la perspective maintenant presque unanimement admise de l'Indépendance algérienne ont amené l'attention sur le sort futur des Européens d'Algérie.

Une étude du « Club Jean Moulin » dont **L'Express** et **Le Monde** ont publié de larges extraits vient de poser le problème de l'emploi des Européens en termes nouveaux. Ce texte démontre, en effet, que même en se plaçant dans l'hypothèse la plus favorable d'un développement pacifique, les bases d'emploi de 100.000 Français d'Algérie sont fortement menacées et qu'il est raisonnable de prévoir le rapatriement, au cours des années prochaines, d'au moins 300.000 de nos compatriotes.

Cette perspective a de quoi les inquiéter : hier tout puissants dans un pays qu'ils considéraient comme leur bien, seront-ils demain des réfugiés errants à la recherche d'un toit et d'un emploi dans une patrie hostile ?

Dans la violence des manifestations de ces

derniers mois, cette crainte a joué son rôle et a contribué à lier les masses aux plus excités. Qui veut faire avancer la paix et faciliter la négociation doit donc regarder les problèmes en face, et la gauche doit bien préciser sa position aussi bien pour les mesures de réintégration en France que pour la défense des droits de ceux qui voudront rester en Algérie.

Cependant, il serait dangereux et illusoire de fonder cette défense sur le maintien en Algérie de l'organisation économique et des structures professionnelles actuelles. Les futurs dirigeants de l'Algérie ne pourront accepter le maintien d'un système qui faisait de l'économie algérienne une annexe de l'économie française, orientée vers la satisfaction de quelques besoins métropolitains et aboutissant à attribuer la moitié du revenu algérien à une minorité d'un million d'Européens.

Les droits acquis, même bien fondés, de

quelques-uns ne peuvent prévaloir contre le droit à la vie de millions d'hommes et paralyser la révolution économique nécessaire pour sortir l'Algérie de son sous-développement.

C'est en observant ce que tout régime démocratique devra faire en Algérie pour sauver l'Algérie de la faillite où l'entraînaient les méthodes libérales et capitalistes que nous pouvons essayer de définir les conditions d'un maintien d'une minorité européenne active et acceptée.

Les objectifs du Plan de Constantine...

Les objectifs quantitatifs du programme dit « Plan de Constantine » sont connus : scolarisation totale, emploi pour 400.000 hommes, logements pour 1 million d'Algériens. Mais ses objectifs profonds doivent être rappelés tels qu'ils étaient sous-jacents au moment de l'envoi de M. Delouvrier à Alger :

Il s'agissait, en effet, de transformer les conditions du problème politique par une élévation du niveau de vie et par l'ouverture de perspectives d'abondance à long terme. Plus précisément, on espérait :

— occidentaliser les masses algériennes par la scolarisation, le développement des besoins, l'urbanisation et l'usage des techniques et de l'hygiène modernes.

— créer une bourgeoisie et des classes moyennes musulmanes grâce à la participation au développement industriel, l'accès aux emplois publics et aux responsabilités locales.

— mais surtout, en mettant l'accent sur l'industrialisation, — en fait sur la création de firmes liées aux grandes entreprises métropolitaines — sidérurgie, chimie, automobiles, mécaniques, gaz et pétrole, travaux publics, on désirait créer entre l'économie algérienne et l'économie française des liens durables de telle sorte que, quelle que soit l'évolution du statut politique de l'Algérie, les deux pays seraient trop interdépendants pour qu'une rupture totale soit seulement concevable.

Liée à ce but capital, une opération de reconversion des Européens d'Algérie était

sous-tendue. Réforme agraire, « musulmanisation » de la fonction publique et développement du secteur industriel devaient conjuguer leurs effets pour aboutir à une sorte de mutation dans les fondements économiques de la présence française.

On voit assez par ce bref exposé que cette évolution était pensée dans un cadre d'union économique (union douanière notamment) avec la France et de méthodes essentiellement capitalistes. Les incitations, les avantages financiers devaient être suffisants pour la réussite du plan.

...et ses limites

Cependant, ce plan a vite montré ses contradictions et l'évolution de la situation algérienne lui a fait perdre toute chance de réussite.

L'étude du « Club Jean Moulin » a démontré que les chances d'arriver à une coexistence économique et professionnelle des Européens et des Musulmans n'étaient pas assurées grâce au Plan de Constantine. La scolarisation totale devait susciter beaucoup plus de revendications au travail qu'il n'était prévu de créer d'emplois, l'écart entre les revenus globaux des deux communautés risquait de s'accroître encore. Comment pouvait-on, même dans le cadre d'une Algérie pacifiée, empêcher que renaisse la révolte des Musulmans qui constataient :

— que 22.000 agriculteurs européens possèdent la quasi totalité des meilleures terres et le quart de celles qui sont cultivables.

AGRICULTURE

Exploitations	Nombre d'exploitations			Superficie en millions d'HA		
	Non-Musulm.	Musulm.	Total	Non-Musulm.	Musulm.	Total
— d'un ha	2.393	105.954	108.347	1	37	38
1 à 10 ha	5.030	332.529	337.568	22	1.341	1.363
10 à 50 ha	5.585	167.170	172.755	135	3.186	3.321
50 à 100 ha	2.635	16.580	19.215	187	1.096	1.283
+ de 100 ha	6.385	8.499	14.884	2.382	1.689	4.071
Ensemble de l'Algérie	22.037	630.732	652.769	2.727	7.349	10.078

— qu'une famille de colon européen avait, en 1954, un revenu net moyen de près de 3 millions contre 130.000 francs pour une

famille de fellahs.

— que sur 18.000 cadres industriels et intellectuels, 16.700 étaient européens, comme 78,7 % des employés de bureau, la moitié des ouvriers professionnels et 80 % des fonctionnaires.

INDUSTRIES Cadres et salariés 1954

Catégorie socio-professionnelle	Non Musulm.	Musulm.	Total
Cadres supérieurs et intellectuels	16.740	1.310	18.050
Intellectuels subalternes et techniques	39.070	8.330	47.400
Employés de bureau et de comm.	56.120	15.190	71.310
Ouvriers profes. P1 P2	51.650	49.830	101.480
Ouvriers spécial.	28.000	59.230	87.230
Manoeuvres	7.200	141.130	148.330
Apprentis	5.540	4.690	10.230
Mineurs et carriers	300	8.700	9.000
	204.620	288.410	493.030

Pourcentage

Catégorie socio-professionnelle	Non Musulm.	Musulm.
Cadres, Intellectuels	92,7 %	7,3 %
Intellectuels subalternes et techniques	82,4 %	17,6 %
Employés de bureau	78,7 %	21,3 %
Ouvriers profes.	50,9 %	49,1 %
Ouvriers spécial.	32,1 %	67,9 %
Manoeuvres	4,8 %	95,2 %
Apprentis	54,1 %	46,9 %

Or les « promesses » du Plan étaient bien modestes... Face à un exode rural massif, les créations d'emplois dans les villes ne permettaient même pas diminuer le nombre des sans-emploi. Face à la misère du bled, des investissements agricoles dérisoires devaient augmenter le niveau de vie de 3 % par an.

PREVISIONS DU PLAN DE CONSTANTINE	1959	1964
Agriculture indice	100	118
Industries (sans bâtiment et trav. publics)	100	187
Bâtiment et travaux publics	100	291
Services et commerce	100	143

La pression des masses musulmanes pour obtenir l'accès aux emplois les plus simples se serait révélée irrésistible, les antagonismes, loin de s'apaiser, se seraient exacerbés. Par

ailleurs, la capacité de reconversion des Européens pouvait être mise en doute : « **L'agriculteur européen pourra-t-il se transformer en industriel ou en technicien ? Le petit fonctionnaire pourra-t-il se reconvertir en ouvrier ?** » Ainsi, les chances d'un « apaisement » grâce au changement de base économique de la minorité européenne étaient-elles déjà faibles même en cas d'exécution satisfaisante du Plan. Mais en plus, il faut bien reconnaître que le Plan n'a pas été vraiment mis en œuvre. Si scolarisation, équipement public, réseaux énergétiques, logements ont été réalisés selon les prévisions grâce aux crédits publics le « reste » n'a pas suivi :



Alger la blanche : un chômeur parmi d'autres

— **Les industriels métropolitains**, malgré les avantages importants ont boudé l'Algérie, parfois, ils se sont inscrits, mais presque toujours, ils ont attendu que la situation politique se soit éclaircie.

— **Les Musulmans ne se sont pas associés au Plan**. En ville, ils sont restés sur la réserve. Dans le bled, comme le notait M. Piquard dans **Le Monde**, du 27 nvier « les cadres élus se sont refusés, à ce qu'il paraît un engagement politique ». Ce qui a empêché qu'on ne fonde pas une politique du développement rural sur les bases d'un encadrement imposé par l'armée.

— **Les Européens, enfin, n'ont pas compris**. Ils se sont accrochés aux positions acquises; ils ont saboté la réforme rurale et, tant qu'ils ont pu, l'accession des Musulmans à la fonction publique. Ils ont tiré tout ce qu'ils pouvaient de leurs exploitations sans les amortir et de leurs commerces gonflés par la guerre. Ils ont vu, souvent avec méfiance, les efforts d'industrialisation et s'y sont peu

associés. On a découvert aussi qu'il n'y avait pas de chefs entreprise dignes de ce nom en Algérie.

De toute façon, pour que le Plan de Constantine réussisse, au moins dans certains domaines, il aurait fallu de la paix et du temps. Le pouvoir civil Alger n'a eu ni l'un ni l'autre, la guerre a aggravé tous les problèmes et fait perdre au Plan toutes chances de les résoudre.

La guerre, tout d'abord, a privé l'Algérie de la plupart des Musulmans qui auraient pu devenir des cadres : tués dans les combats, internés, dispersés à l'étranger ou mobilisés dans les rangs de l'A.L.N. A cause d'elle aussi, des centaines de milliers de familles se sont trouvées sans soutien, abandonnées à l'aide des voisins et aux distributions de blé. Mais surtout, la population algérienne a été soumise à un fantastique déplacement qui a ruiné toutes les structures traditionnelles et qui pose maintenant des problèmes insolubles dans un cadre libéral. On estime que près de 3 millions de ruraux ont quitté leur habitat originel : 1,6 à 1,8 million ont été regroupés, 4 à 500.000 se sont repliés sur des villages préexistants, 7 à 800.000 ont fui vers les faubourgs des grandes villes.

Une situation explosive

Là où l'on voulait créer égalisation et apaisement, on a abouti à la plus explosive des situations : face des minorités que la guerre et le Plan ont enrichies, face au luxe de quelques quartiers urbains, on découvre des banlieues surpeuplées au bord du chaos et de la révolte et un bled plongé dans la misère.

La croissance urbaine

REPARTITION de la population musulmane	1900	1930	1959	TAUX d'augm. par rapp. à 1930
Population urbaine	316.000	590.000	2.100.000	+ 260 %
Population rurale	3.700.000	4500.000	6.700.000	+ 36 %
Rapport pop. Urbaine / pop. musulm.	0,077	0,12	0,235	

Si un gouvernement algérien était établi, il se trouverait en face d'une situation dramatique : dans les villes, des centaines de milliers d'hommes mal logés, sans emploi, sans structuration sociale, soumis à toutes les

sollicitations. Dans le bled, des populations qui ont perdu, pour la plus grand part, leurs sources de production, cheptel et cultures arbustives, qui sont parqués dans des centres dont la moitié sont considérés officiellement comme non viables, et dont l'autre moitié vit surtout grâce à des chantiers provisoires, des terres réquisitionnées, des soldes de harkis et qui doivent tout à la bonne volonté des pouvoirs locaux. L'équipement lourd de l'Algérie a été très développé : ports, pipelines routes etc.. Mais il est essentiellement établi en fonction des rapports économiques avec la France. Par contre, la guerre a ruiné le petit équipement des campagnes, installations d'hydraulique pastorale, pistes, etc...



Un bled plongé dans la misère (M. Desjardins - Réalité)

Un État dirigiste et socialiste

Placées devant de tels problèmes, il est difficile d'imaginer que les nouvelles autorités, **quelles qu'elles soient**, puissent se contenter de la poursuite d'un plan établi selon des concepts libéraux et capitalistes. Déjà à Alger, les promoteurs de la « rénovation rurale » cherchent à en sortir. Un Etat algérien ne pourra qu'être dirigiste et socialiste.

Les tâches de ce gouvernement seront d'abord politiques, au sens le plus large du terme. Il lui faudra reprendre les masses urbaines et rurales dans une structure de parti unique extrêmement ferme. Il devra ensuite redonner à ces masses des raisons de vivre et de travailler, offrir une éthique aux jeunes, un sens nouveau à la famille musulmane et à la commune, mobiliser enfin les énergies pour les tâches les plus urgentes Enumérons-en

quelques-unes : dissolution des centres de regroupements et construction de nouveaux villages, reconstitution du capital rural : sols, cheptel, hydraulique, arbres, reconversion des cultures, création d'une industrie tournée vers les besoins de consommation courante, réorganisation du commerce extérieur destiné à obtenir les devises pour l'importation des biens d'équipement.

Pour mener à bien toutes ces tâches économiques, l'Etat algérien devra procéder à **des réformes de structures profondes qui n'épargneront personne** : une réforme agraire totale, mais liée à la mise en valeur des sols pauvres bordant les zones riches, l'organisation des petits exploitants en coopératives de production, la prise en mains de tout le commerce des produits agricoles par des organismes semi-publics qui remplaceront les grossistes spéculateurs et les exportateurs qui prélevaient au passage des commissions ou des bénéfices scandaleux, la création de coopératives industrielles de production dans le bled et auprès des centres urbains.

COMMERCE ET SERVICES

	Non Musulmans	Musulmans	Pourcentage non Musulmans
Artisans	18.900	30.100	38,5 %
Petits commerçants	24.300	62.300	28 %
Autres commerçants	4.000	4.300	51,7 %
Commerçants sans autre indication	1.300	12.500	9,5 %
Professions libérales	11.000	2.200	83,3 %
Employés de bureau et assimilés	8.800	5.800	60,2 %
Domestique et personnel de service	33.890	47.400	41 %
	102.790	164.600	

Cette simple énumération tend à prouver que bien des positions occupées par des Européens (comme par des Musulmans) seront remises en cause encore plus sûrement que par les pressions socio-professionnelles décrites — très justement — par le document de Jean Moulin. Est-ce à dire que les Européens n'auront plus de place dans les

nouvelles structures et qu'ils n'auront plus de choix qu'entre le départ ou le repliement dans quelques ghettos côtiers où ils vivront en circuit fermé avec quelques subsides métropolitains ?

Ce n'est pas inéluctable. Bien au contraire, l'organisation et la mise au travail des masses urbaines et rurales réclamera de très nombreux techniciens : conseillers agronomes, mécaniciens, comptables des coopératives agricoles, cadres et techniciens du commerce, des industries et des administrations. Ces reconversions paraissent plus faciles que celles envisagées par le document Jean Moulin. Le seront-elles psychologiquement ? Cela dépendra des Européens d'abord : accepteront-ils de travailler au service du peuple algérien dans les cadres de services algériens ? Ce n'est pas certain. Ce qui est sûr, pourtant, c'est que l'Algérie indépendante ne réussira à vivre qu'au prix de transformations fondamentales qui n'ont pas eu lieu au Maroc ni en Tunisie où les problèmes étaient différents. Ces transformations, si les dirigeants ont la force de les concevoir et de les mener à bien, nécessiteront beaucoup plus de cadres et d'employés que n'en auraient jamais eu besoin les entreprises de type capitaliste du Plan de Constantine. Des Européens nés en Algérie ou venus d'Europe devraient y avoir leur place. **S'y rendre utiles est leur véritable garantie de pouvoir vivre en Algérie** ; toutes les autres garanties auxquelles peuvent songer des juristes ou des diplomates sont illusoires...

Au moment où l'on parle beaucoup de garanties, les organisations de gauche se doivent d'être claires sur ce point ; elles n'ont pas le droit de participer à une nouvelle entreprise de tromperie, mais elles se doivent, par contre, de faire connaître à tous, y compris aux dirigeants nationalistes, sur quelles bases pourrait être établie la participation de la France et des Français d'Algérie à la construction d'une Algérie démocratique.

P. CHARPENTIER